

L'ombre de la corruption plane sur le gouvernement de Mauricio Macri



Par Guillermo Alvarado

La révélation du contenu des «Panama Papers» ne fait que noircir les ombres de corruption qui planent sur le gouvernement du président Mauricio Macri, en Argentine.

Les noms de hauts fonctionnaires, très proches du chef de l'État figurent dans ces documents récemment rendus publics, comme étant impliqués dans ce scandale.

Le Secrétaire général de la présidence, Fernando de Andreis, sa femme, ses beaux-parents et ses beaux-frères sont membres de plusieurs sociétés offshore, créées dans des paradis fiscaux et enregistrées par le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca.

Nul n'ignore que la famille par alliance de ce haut fonctionnaire a financé plusieurs campagnes électorales de Macri, y compris celle qui l'a porté au poste de chef d'État.

Le beau-père d'Andreis, Martín Asconape, en plus d'être impliqué dans les Panama Papers, est le propriétaire de plusieurs entreprises argentines dont Chacras del Sur Société Anonyme, qui, en 2013, a été l'objet d'une perquisition pour évasion fiscale de la part de l'Agence Fédérale d'Impôts Publics. Cette entreprise était suspectée de cacher des opérations pour plus de 7 millions de pesos.

Les nouvelles révélations rendent plus instable la situation de Macri qui pourrait être l'objet d'une enquête judiciaire pour savoir jusqu'où il a participé aux sociétés offshores dans des paradis fiscaux.

Le juge fédéral argentin, Sebastián Casanello, a demandé aux Bahamas et au Panama toute la documentation sur la participation du président Macri dans des sociétés de réputation douteuse dont Fleg Trading, dissoute en 2009 et Kagemusha, encore en fonctionnement.

Si la participation de Macri dans ces compagnies est prouvée, il pourrait être accusé d'omission volontaire dans son serment sur le patrimoine, un délit qui peut être sanctionné avec une peine de 2 ans de prison et la mise en incapacité légale à vie pour exercer des charges publiques.

Le magistrat Casanello a également présenté un recours pour être informé au cas où des comptes en banque au nom de Macri ou de ses proches apparaissent dans ces paradis fiscaux. Même si le président a fait savoir qu'il restait à la disposition de la justice pour tout éclaircissement à ce sujet, sa position est délicate. Entre temps le mécontentement pour sa gestion grandit. Ses politiques à caractère néolibéral ont affecté la qualité de vie des Argentins.

Depuis qu'il a assumé le pouvoir, le 10 décembre 2015, des hausses du prix de l'essence et des services de base comme le gaz, l'eau, l'électricité ou les transports, ont été enregistrées.

À cela vient s'ajouter le pacte de l'Exécutif avec les fonds voutours, qui a endetté le pays pour une somme de plus de 12 milliards de dollars, ce qui aura une répercussion dans les économies des plus défavorisés.

Les salaires ont connu une dévaluation, le chômage a brusquement augmenté suite à la politique de licenciement aussi bien dans le secteur public que privé.

Une preuve des effets négatifs de ce gouvernement est la fermeture de petits et moyens commerces. Dans la période mars-avril, 15% de plus de commerces que durant la même période de l'année dernière, ont fermé dans le centre ville de Buenos Aires.

C'est ainsi qu'entre les scandales et le mécontentement, l'image de marque de Macri se détériore. C'est le résultat de la dite « restauration conservatrice » qui n'est autre chose que le retour à un passé douloureux dans la région dont les traces sont encore fraîches.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/92560-lombre-de-la-corruption-plane-sur-le-gouvernement-de-mauricio-macri>



Radio Habana Cuba